



Comment réparer un seau qui fuit

Aperçu d'une évaluation de l'approche des groupes de solidarité d'Action de Carême

L'ONG suisse Action de Carême soutient des groupes de solidarité dans le cadre d'une approche d'autonomisation communautaire. Contrairement aux autres systèmes d'épargne collective dans lesquels les groupes privilégient les opportunités financières, les groupes de solidarité se concentrent sur la construction de communautés cohésives et solidaires. Ils utilisent l'épargne et les prêts internes comme point de départ d'un processus d'autonomisation de leur communauté. Renforcer la solidarité au sein des communautés permet aux personnes extrêmement pauvres et marginalisées d'assurer durablement leurs moyens de subsistance, de réduire leur vulnérabilité structurelle face à l'endettement et à l'exploitation et d'avoir une meilleure maîtrise de leur propre destin.

Ce document résume une évaluation complète des approches des groupes de solidarité en Inde, au Sénégal et à Madagascar, menée par l'Institut d'études sur le développement (Institute of Development Studies - IDS) en 2018 et 2019.

Les groupes de solidarité travaillent avec des personnes extrêmement pauvres et marginalisées afin de favoriser leur autonomisation. Les groupes fonctionnent sans recevoir d'apports extérieurs, à l'exception de l'animation et de l'accompagnement fournis par les organisations partenaires locales. Comme pour réparer un seau qui fuit, les groupes de solidarité aident leurs membres à conserver davantage de ressources dans leur foyer et leur communauté au lieu de leur en fournir davantage. Les groupes de solidarité enrayeront donc la sortie de ces ressources en s'attaquant aux principales causes de l'appauvrissement et de la marginalisation, notamment l'endettement, l'exploitation et la vulnérabilité.

Le point de départ est la création d'un groupe qui se réunit régulièrement et dont les membres versent de petites contributions formant ainsi une épargne collective. Cette épargne permet d'accorder, surtout en cas d'urgence, des prêts aux membres principalement pour satisfaire les besoins de base tels que la nourriture, la santé ou l'éducation. Le groupe agit ainsi comme un filet de sécurité et réduit la vulnérabilité de ses membres.

À mesure qu'un groupe de solidarité se développe, la structure de sa communauté se renforce et les discussions sur divers problèmes ainsi que la mise en place d'actions collectives sont facilitées. Les groupes peuvent alors renégocier les relations économiques, politiques et sociales de la communauté avec des acteurs extérieurs, en s'attachant avant tout à réduire la dépendance de leurs membres et leur vulnérabilité face à l'exploitation et à l'endettement. Au fil du temps, les groupes de solidarité forment des réseaux avec des groupes voisins et, grâce à ces réseaux, se soutiennent mutuellement pour entreprendre collectivement des activités telles que le lobbying en faveur d'un changement politique ou économique à plus grande échelle.

1. Principes et méthodes de travail

Les groupes de solidarité ne sont pas uniquement des groupes d'épargne. Leur approche se distingue clairement d'autres approches qui encouragent les activités financières pour les personnes pauvres et marginalisées, comme le montre la figure 1.

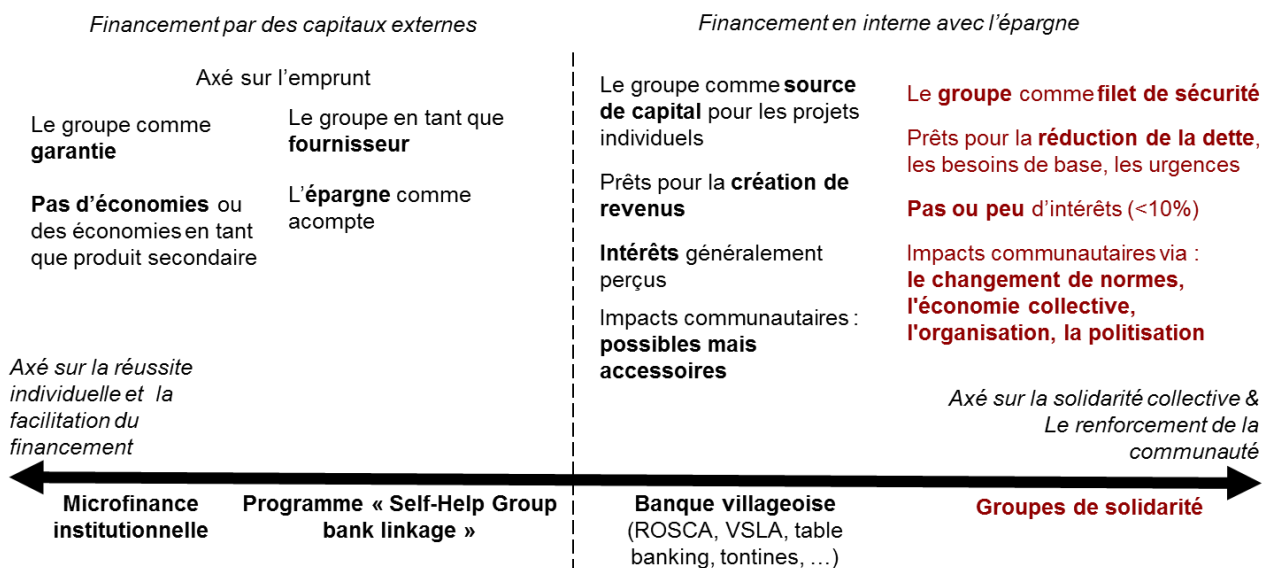


Figure 1 : Approche des groupes de solidarité par rapport aux autres approches qui promeuvent les activités financières

Les groupes de solidarité n'utilisent pas de capitaux externes ou empruntés. Cela les différencie fondamentalement de la microfinance institutionnelle et du programme « Self-Help Group bank linkage » en Asie du Sud (SHG), sur le côté gauche de la figure 1. Il rend les groupes de solidarité plus semblables aux modèles de « banques villageoises » qui n'utilisent pas non plus de capitaux extérieurs mais s'en distinguent également, à de nombreux égards.

Dans les groupes de solidarité, les contributions individuelles des membres deviennent la propriété collective du groupe, tandis que dans les banques villageoises, les membres peuvent toujours retirer leurs économies du groupe. Les groupes de solidarité accordent des prêts à leurs membres principalement pour les urgences et les besoins de base, afin de réduire leur vulnérabilité face à l'exploitation et à l'endettement, tandis que les groupes bancaires villageois se concentrent généralement sur les prêts destinés aux activités génératrices de revenus individuels. De plus, les groupes de solidarité ont pour but essentiel de renforcer la solidarité et de générer des changements au niveau communautaire, au-delà de l'épargne et du crédit. Il s'agit notamment de mettre en place des processus visant à modifier les normes sociales, à entreprendre des activités économiques collectives et à organiser la communauté en vue d'une action politique.

L'approche des groupes de solidarité d'Action de Carême représente une alternative distincte aux approches de microfinance et d'inclusion financière. Dans le contexte de l'Agenda 2030, ce modèle de renforcement communautaire vise à ne laisser personne de côté.

L'approche des groupes de solidarité représente une alternative distincte à la microfinance et à l'inclusion financière.

Le soutien d'Action de Carême aux groupes de solidarité

Action de Carême travaille dans 14 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Dans 11 de ces pays, elle soutient des projets comportant au moins un projet d'épargne collective. En Inde, à Madagascar et au Sénégal, l'épargne collective est le point de départ de la création de groupes de solidarité. Action de Carême soutient ces activités en collaborant avec un certain nombre d'organisations partenaires locales et d'unités de coordination nationale dans chaque pays. L'approche des groupes de solidarité a d'abord été développée en Inde, où elle a été consolidée dans les années 1980 et 1990. Madagascar et le Sénégal ont adopté et adapté cette approche après 1998. Le groupe cible est constitué de personnes extrêmement pauvres et marginalisées, qui sont soit très endettées, soit en danger d'endettement, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux abus d'acteurs plus puissants, qui peuvent les exploiter économiquement, politiquement et sexuellement.

On peut distinguer trois canaux spécifiques par lesquels les groupes de solidarité travaillent pour donner du pouvoir à leurs membres.

- Tout d'abord, les groupes constituent un filet de sécurité qui fournit une aide et des services précieux à leurs membres. Il s'agit notamment d'offrir un lieu sûr pour économiser de l'argent, d'être une source

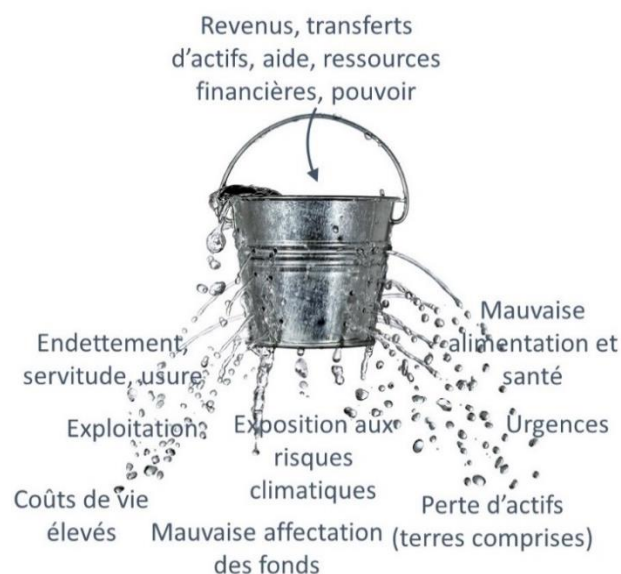
équitable de prêts d'argent ou de nourriture et de donner accès à des formations agricoles et à des améliorations agricoles simples. Certains groupes et réseaux organisent également des activités économiques collectives, telles que l'achat ou la vente en gros et l'échange de semences pour promouvoir la diversité des cultures.

- Deuxièmement, les groupes rassemblent leurs membres pour renforcer la solidarité et la cohésion au sein des communautés. L'inclusion sociale des membres les plus pauvres et les plus marginaux, l'établissement de règles plus équitables et de rapports de confiance facilitent la résolution des problèmes au niveau communautaire et permet à chacun de faire entendre sa voix au sein de la communauté. La communauté elle-même se fait mieux entendre.
- Troisièmement, les groupes s'organisent et peuvent représenter leurs communautés, en fonction des besoins spécifiques de celle-ci, pour entreprendre une action politique collective. Un groupe ou un réseau peut, par exemple, faire pression pour obtenir des améliorations telles que la construction d'un centre de santé local. Il peut également organiser une campagne pour s'assurer l'obtention de titres fonciers lorsque les autorités locales ou régionales n'y parviennent pas.

Ces canaux d'autonomisation se renforcent mutuellement : le fait de pouvoir épargner et emprunter renforce la résilience individuelle des membres ainsi que la confiance mutuelle dans le groupe ; les communautés ayant une forte identité collective peuvent défendre plus efficacement leurs intérêts sur le plan politique, par exemple. De cette façon, l'approche des groupes de solidarité vise globalement à permettre à leurs membres de conduire leurs propres changements transformateurs. Ces changements peuvent prendre différentes formes, en fonction du contexte local et des circonstances personnelles, mais dans tous les cas, ils sont l'expression de la possibilité de s'autonomiser et d'échapper à l'endettement et à l'exploitation. Les impacts, comme nous le verrons ci-après, comprennent la satisfaction de tous les besoins fondamentaux, l'amélioration du bien-être psychosocial, une plus grande égalité des sexes et une identité de groupe forte et positive.

L'analogie du « seau qui fuit »

Le principe fondamental sur lequel reposent les groupes de solidarité est que les personnes les plus pauvres et les plus marginales se regroupent et contribuent ensemble à s'attaquer aux sources de leur maintien dans la pauvreté et la marginalité. Elles sont souvent prises au piège de l'endettement et de l'exploitation pour des raisons économiques et ne disposent d'aucun filet de sécurité sur lequel s'appuyer, ce qui les rend d'autant plus vulnérables. Les trous dans le seau représentent des facteurs de vulnérabilité, de pertes et de revers potentiels. Lorsque les ménages pauvres ou les communautés obtiennent davantage de ressources, comme de l'argent, des biens matériels ou un plus grand pouvoir politique (de l'eau dans le seau), le risque est de perdre à nouveau ces ressources, à moins que les pertes et les revers ne soient évités et que l'exploitation prenne fin. Les groupes de solidarité aident leurs membres à s'attaquer à ces problèmes, de sorte que tout gain économique, politique ou social reste entre les mains des membres et au sein de la communauté et que les ressources puissent s'accroître avec le temps.



2. Méthodologie d'évaluation

Au printemps 2018, Action de Carême a engagé l'IDS pour évaluer son approche des groupes de solidarité dans trois pays. Lors de la phase de lancement du projet, il a été décidé de mener deux évaluations distinctes mais liées, résumées dans ce document. Madagascar et le Sénégal ont été évalués en mettant l'accent sur la compréhension des impacts des groupes de solidarité. L'Inde a été évaluée séparément, l'accent étant mis sur la compréhension de l'importance des différents éléments du programme.

En 2018, à Madagascar et au Sénégal, une évaluation de l'impact a été rigoureusement menée au moyen d'une méthode mixte sur un échantillon représentatif de membres des groupes de solidarité. Une enquête permettant

une analyse quantitative des impacts à l'aide de scores de contribution (voir encadré ci-dessous) a été un des éléments essentiels de cette approche. Un autre élément primordial a été la récolte de données qualitatives lors de discussions de groupes avec les membres des groupes de solidarité et les animateurs du programme ainsi que des entretiens avec des informateurs clés et des observateurs locaux. Au total, à Madagascar et au Sénégal, 402 membres des groupes de solidarité sélectionnés au hasard et 110 membres du groupe de contrôle (voisins) ont été interrogés. 23 discussions de groupe ont été menées avec 50 membres et 48 animateurs.

En Inde, l'évaluation de 2019 s'est plutôt attachée à mieux comprendre le fonctionnement de certains éléments de l'approche des groupes de solidarité, en particulier le rôle que jouent les réseaux de groupes de solidarité pour augmenter la durabilité des projets et faciliter un processus d'autonomisation des groupes. Des données qualitatives ont été recueillies lors d'une série d'ateliers et de visites sur le terrain qui ont facilité les interactions avec les personnes à tous les niveaux du programme, y compris les membres des groupes, les représentants des réseaux, les animateurs et animatrices ainsi que des coordinateurs et coordinatrices.

Les scores de contribution (Contribution Scores - CS) comme méthode d'évaluation de l'impact

L'élément quantitatif principal de la méthode mixte s'est basé sur les scores de contribution (Contribution Scores - CS). Les CS sont des indicateurs permettant d'évaluer les impacts finaux sans recourir à une base de référence. Cette méthode part du constat que les changements ont rarement une cause unique et que l'approche des groupes de solidarité contribue (plus ou moins) à ces changements, c'est pourquoi l'accent est mis sur la contribution et non sur l'attribution.

Les CS se basent sur les auto-évaluations des bénéficiaires au sujet l'ampleur des changements et la part que représente l'approche des groupes de solidarité dans ces changements pour calculer un score comme indicateur de l'impact, tel que :

Changement x contribution = CS ≈ impact.

Les impacts, les faiblesses et les forces des groupes de solidarité

Cette section résume les principales conclusions de l'évaluation de l'impact de l'approche des groupes de solidarité. L'accent est mis sur Madagascar et le Sénégal.

Principaux impacts

L'approche des groupes de solidarité d'Action de Carême a pour objectif principal de renforcer l'autonomisation des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées. Au Sénégal et à Madagascar, comme l'ont montré les scores de contribution, cet impact est particulièrement visible dans deux domaines : l'économie des ménages - en particulier leur capacité à répondre de manière durable à leurs besoins de base - ainsi que la création de communautés plus solidaires, soudées et égalitaires.

Dans l'économie des ménages, les groupes de solidarité ont un impact important sur la capacité de leurs membres à obtenir des prêts à des conditions équitables (sans ou avec un faible taux d'intérêt). Grâce à ces prêts, ils sont mieux à même de répondre à leurs besoins de base et de faire face aux urgences en réduisant leur dépendance vis-à-vis des sources de crédit extérieures.

Dans l'évaluation, les membres du groupe de solidarité ont donné de nombreux exemples de la manière dont leur appartenance au groupe les avait aidés, eux et d'autres personnes, à faire face aux dépenses nécessaires, tout en réduisant leur vulnérabilité face à l'endettement et à l'exploitation. Les groupes accordent généralement des prêts à leurs membres pour les urgences sanitaires, la nourriture (en particulier pendant la période de soudure) et pour d'autres besoins de base ainsi que pour la scolarité ainsi que d'autres dépenses liées aux enfants. Parfois, ils leur accordent également des subventions ou des prêts qui ne doivent pas être remboursés.

Financièrement, mais aussi socialement, les groupes de solidarité tissent ainsi un filet de sécurité sur lequel leurs membres peuvent s'appuyer, ce qui les rend plus résilients financièrement et renforce leur capacité à faire face aux imprévus. Une femme membre d'un groupe de solidarité au Sénégal fait part de son expérience :

Avant, pendant la période de soudure, il y avait des gens qui nous prêtaient de l'argent à des taux d'intérêt assez élevés (...) Même sur les produits alimentaires, il y avait des intérêts (...) Avec [le groupe], cela n'existe plus parce que pendant la période de soudure, nous achetons des produits alimentaires que nous distribuons à tout membre qui en a besoin.

L'impact le plus important des groupes de solidarité se situe dans deux domaines : l'économie des ménages des membres et la création de communautés plus solidaires.

Au moment de la création du groupe, les membres sont généralement très endettés, parfois depuis des générations, auprès de prêteurs ou de propriétaires terriens. Les groupes de solidarité, à travers l'épargne collective et le renforcement communautaire, contribuent à aider leurs membres à s'affranchir de leurs dettes et à mettre fin à l'exploitation dont ils sont victimes.

Les groupes de solidarité construisent des communautés solidaires, grâce au renforcement des valeurs de cohésion, d'égalité et d'inclusion. Les données de l'évaluation de l'impact ont montré que les groupes voient un changement positif au sein des communautés grâce aux discussions sur des problèmes communs et l'inclusion de chacun dans ces discussions. Parmi les impacts les plus importants, on a constaté une capacité accrue des communautés à « parler d'une seule voix » (à Madagascar) et une plus grande « conviction de pouvoir changer la situation socio-économique » (au Sénégal).

Les données indiquent que, quel que soit leur statut de pauvreté relative, les membres des groupes de solidarité sont plus susceptibles de se sentir traités comme des égaux dans leur communauté et de traiter les autres sur un pied d'égalité. Un membre a expliqué dans un groupe de discussion à Madagascar comment la cohésion sociale dans sa communauté s'était améliorée :

Au niveau de la communauté, nous voyons la différence car les membres peuvent tolérer les fautes ou les défauts des voisins, contrairement aux non-membres.

Le renforcement des liens permet également aux communautés mieux se protéger contre les risques d'exploitation. Les membres s'entraident davantage dans la vie quotidienne, par exemple en partageant les travaux des champs pendant la période des récoltes et en s'engageant dans des activités économiques collectives, telles que les achats en gros et de biens de base pour leurs membres, à des prix plus bas.

Faiblesses et forces

Il est clair qu'aucune intervention ne peut résoudre à elle seule l'extrême pauvreté et la marginalisation. Les groupes de solidarité sont destinés à être des catalyseurs communautaires de changements transformateurs plutôt que des « solutions miracles ». Comme indiqué ci-dessus, les groupes de solidarité ne travaillent qu'avec les propres ressources des communautés. Cela peut être un facteur restrictif lorsque ces ressources sont faibles. Mais l'autodétermination des groupes de solidarité est également la source de leur autonomie, de leur légitimité et de leur potentiel d'autonomisation. L'absence de liens financiers externes minimise les risques de contrôle externe, de contrainte ou d'appropriation de ressources, par exemple par le paiement d'intérêts sur l'argent emprunté en dehors de la communauté. L'autonomisation des communautés ne suffit pas toujours à surmonter les injustices systémiques qui engendrent la pauvreté et la marginalisation. Cependant, le renforcement communautaire permet d'apporter plus de sécurité et de cohésion aux membres des communautés et peut contribuer à sortir des cycles de pauvreté et de marginalisation. Au niveau de l'action politique, la capacité des groupes de solidarité à produire des changements transformateurs est souvent limitée par les contraintes structurelles. Par exemple, lorsque les autorités locales sont trop éloignées ou qu'elles disposent elles-mêmes de ressources insuffisantes, les efforts collectifs de défense des intérêts et de lobbying peuvent ne pas aboutir.

La création de réseaux plus larges, au niveau local et régional, s'est avéré être l'une des stratégies les plus prometteuses pour protéger et autonomiser les groupes. Les réseaux permettent aux groupes de devenir progressivement autonomes et indépendants d'Action de Carême et de ses organisations partenaires. La majorité des groupes parviennent à une autonomie complète dans un délai de 10 à 15 ans et restent connectés entre eux. Toutefois, comme le montrent les données des trois pays, tous les groupes ne deviennent pas totalement autonomes et certains continuent à avoir besoin d'une aide supplémentaire.

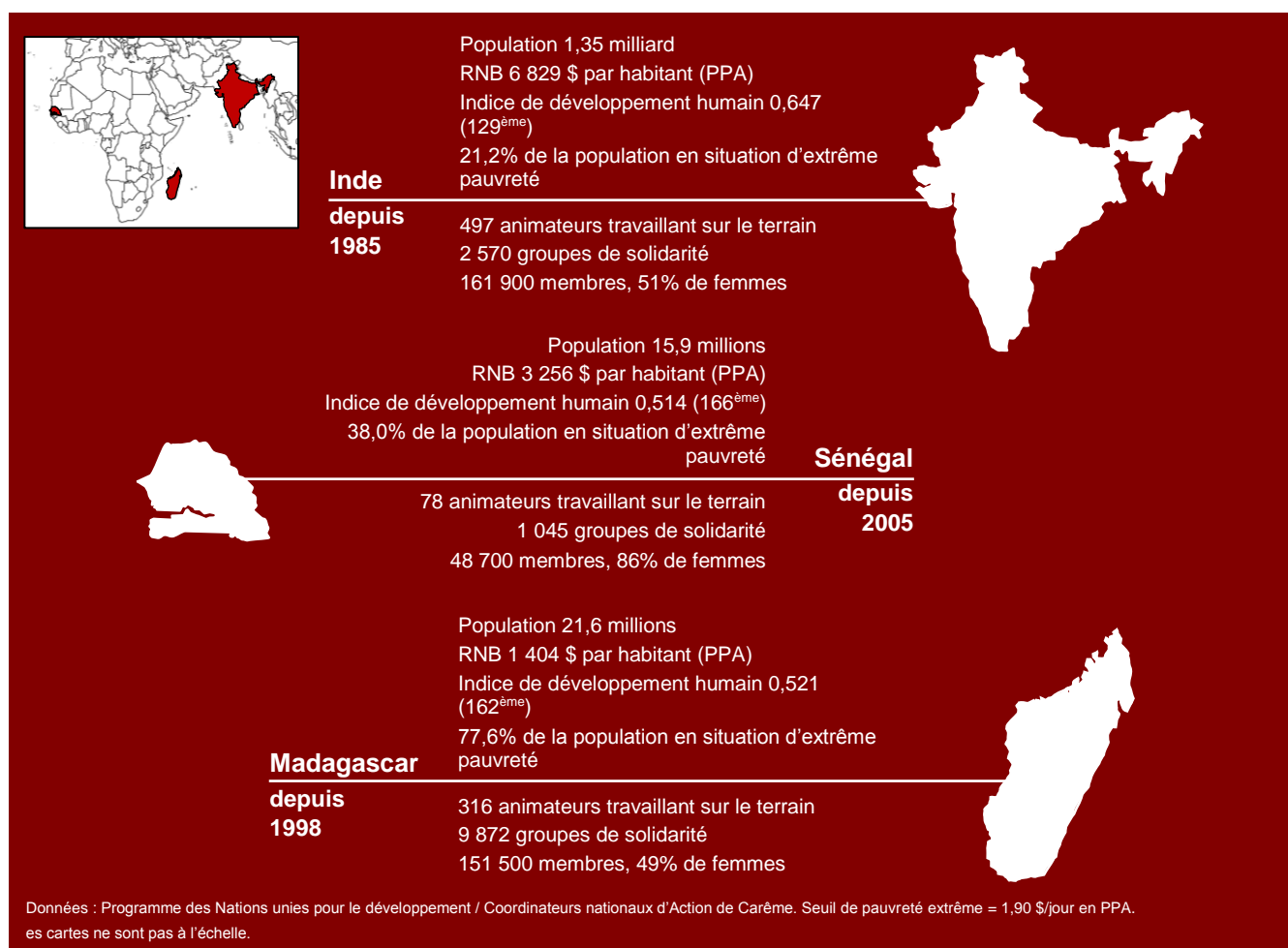
Les groupes de solidarité mettent l'accent sur la sécurité plutôt que sur les opportunités et sur la communauté plutôt que sur l'individu. Dans les contextes d'extrême pauvreté et de marginalisation dans lesquels ils opèrent, cela est intelligent et nécessaire. Toutefois, certains membres pourraient souhaiter bénéficier d'autres services avantageux, comme la possibilité de constituer une épargne personnelle en dehors du groupe. Au Sénégal, les membres ne considèrent même pas leurs cotisations comme de l'épargne mais uniquement comme des actes d'assistance mutuelle. Dans d'autres cas, les membres peuvent souhaiter avoir accès à des prêts plus importants pour générer des revenus.

Pour revenir à l'analogie du « seau qui fuit » : en réduisant leur exposition à l'exploitation et à l'endettement et en renforçant les liens communautaires, les groupes de solidarité aident leurs membres à réduire leur vulnérabilité et à endiguer les sorties de ressources économiques. Avec les groupes de solidarité, les ressources restent dans le ménage et la communauté au lieu d'en sortir. Comme toutes les ressources sont collectées par les membres eux-mêmes et que les groupes évoluent pour devenir plus autonomes, les groupes de solidarité constituent également un moyen durable et rentable pour des bailleurs de fonds comme Action de Carême de collaborer avec des personnes extrêmement pauvres et marginalisées.

Avec les groupes de solidarité, les ressources restent dans le ménage et la communauté au lieu d'en sortir.

3. L'Inde, le Sénégal et Madagascar

Cette section examine de plus près certaines caractéristiques détaillées des trois programmes nationaux. Les illustrations montrent le fonctionnement pratique des groupes de solidarité dans chaque pays.



Inde : se libérer de l'esclavage de la dette et assurer sa subsistance

L'engagement d'Action de Carême dans l'approche des groupes de solidarité a vu le jour en Inde. D'autres pays ont depuis adapté leurs propres approches à partir du programme indien, qui se distingue par les personnes qu'il cible et par l'importance qu'il accorde aux droits fonciers.

Les groupes de solidarité en Inde se concentrent uniquement sur les personnes qui sont les plus opprimées par le système des castes, que sont les Adivasis et les Dalits et qui représentent respectivement environ 8,5 et 16 % de la population indienne. De nombreux Adivasis et Dalits ont perdu leurs terres ancestrales en raison de récents déplacements, notamment à cause de l'exploitation minière, de l'expansion des zones de conservation et de l'accaparement de terres par des groupes de castes dominantes au cours des générations précédentes.

Les groupes de solidarité en Inde visent à assurer leur autonomie et leur subsistance

Tous les membres du groupe cible sont sans terre et vivent en situation de servitude pour dettes, ce qui signifie qu'ils sont dans un état d'exploitation extrême aux mains des usuriers. Ils sont esclaves depuis plusieurs générations au moment où ils forment des groupes de solidarité. Les groupes de solidarité attachent une grande importance au fait que leurs membres puissent assurer leur subsistance sur leurs propres terres en utilisant des méthodes agro-écologiques. La terre n'est pas seulement la source la

plus importante de moyens de subsistance dans les zones rurales, la terre a également une grande signification spirituelle, car les Adivasi associent leurs terres ancestrales aux esprits de leurs ancêtres. Pour assurer leur subsistance, ils comptent sur des variétés oubliées, mieux adaptées aux conditions locales et donc plus résistantes aux changements climatiques et aux maladies.

Les groupes de solidarité utilisent différentes stratégies pour se soutenir mutuellement et se protéger des représailles. Dans un premier temps, ils se concentrent sur l'épargne de céréales et d'argent pour les besoins de base et les urgences. Cela leur permettra de se libérer à long terme de l'esclavage de la dette et de la dépendance. Les groupes s'efforcent ensuite de réclamer aux autorités les droits et avantages garantis par la constitution, mais cela s'avère souvent très difficile dans la pratique. Un aspect important de l'approche des groupes de solidarité est également d'aider les Adivasis et les Dalits à redécouvrir leur identité culturelle unique et à les rassembler en une grande communauté.



Une réunion du groupe de solidarité des Adivasis pour leur lutte d'obtenir leur titre foncier officiel

Un aspect important de l'approche des groupes de solidarité est également d'aider les Adivasis et les Dalits à redécouvrir leur identité culturelle unique et à les rassembler en une grande communauté.

Les groupes qui réussissent parviennent généralement, au bout de 10 ou 15 ans, à acquérir un titre de propriété légal sur leurs terres communes et se libèrent ainsi à long terme de la servitude pour dettes. Dans une vie autodéterminée en harmonie avec leur culture et leur nature, les méthodes agro-écologiques jouent un rôle central. Par conséquent, et afin d'assurer leur indépendance économique, ils utilisent des engrais et des pesticides naturels et utilisent des semences traditionnelles résistantes au climat. Récemment, ces initiatives ont également été soutenues par les institutions de recherche agricole, qui promeuvent également une agriculture résistante au climat. De cette manière, les Adivasis et les Dalits peuvent non seulement assurer leur alimentation, mais aussi apporter une contribution importante aux efforts de l'Inde pour préserver la biodiversité de ses variétés traditionnelles et s'armer contre les conséquences négatives du changement climatique.

Sénégal : des filets de sécurité sociale tissés par les femmes

Deux éléments sont particulièrement frappants en ce qui concerne les groupes de solidarité au Sénégal. Premièrement, alors que dans d'autres pays, les groupes sont à peu près homogènes quant au genre, au Sénégal, 86 % des membres sont des femmes. Deuxièmement, alors que dans d'autres pays, les membres versent des montants égaux, convenus d'un commun accord, dans le fonds collectif, les groupes sénégalais sont financés par un système unique et fascinant.



La calebasse, dans laquelle les membres déposent leur contribution, est recouverte d'un tissu blanc, symbolisant la paix du cœur

Les groupes de solidarité au Sénégal sont des filets de sécurité sociale locaux gérés par des femmes. Le fonds

du groupe est utilisé pour accorder des prêts sans intérêt à ses membres, destinés à les aider à faire face aux dépenses pour les besoins de base, notamment l'éducation, la santé et l'alimentation, sans avoir à emprunter auprès de prêteurs ou d'autres sources de financement à intérêts. La religion tient une place très importante au sein des groupes et ils insistent sur le fait que les prêts doivent être sans intérêt. Par conséquent, les chefs religieux des villages approuvent souvent la participation à des groupes de solidarité au lieu de programmes de microfinance ou de banques villageoises.

Dans certains endroits, les groupes de solidarité ont même été reconnus comme les représentants quasi-officiels de leurs villages.

En termes de perception publique, les groupes de solidarité au Sénégal sont fortement associés au leadership des femmes et ils offrent aux femmes membres un espace pour exercer leur pouvoir et leur autonomie. De nombreux groupes de solidarité organisent des achats en gros et des ventes locales de nourriture et d'articles ménagers de base à bas prix qu'ils appellent « commerce équitable ». Certains groupes ont transformé *de facto* ces activités en petites entreprises communautaires, généralement dirigées par des femmes, dont les recettes renforcent encore les fonds du groupe.

Les groupes de solidarité au Sénégal sont fortement associés au leadership des femmes.

L'autre caractéristique frappante du Sénégal est son système de financement par « calebasse ». Les groupes sont localement connus sous le nom de « calebasses de solidarité » car ils tiennent leurs réunions autour d'une calebasse évidée (une grosse courge séchée), qu'ils recouvrent d'un tissu blanc. Chaque membre glisse sa main pour mettre dans la calebasse une somme d'argent indéterminée et inconnue ou rien du tout s'il n'a rien à donner. Le fonds du groupe s'accumule donc uniquement grâce aux versements anonymes et volontaires des membres. Ce modèle de financement permet aux plus pauvres de participer sans honte, en versant de plus petites contributions, tandis que les autres qui ont plus à donner contribuent davantage. Étonnamment, cette forme de contribution qui, selon les membres, combine les aspects d'une cotisation, d'un don et d'une épargne, a conduit de nombreux groupes de solidarité à accumuler des fonds relativement importants. En moyenne, les groupes disposent d'un fonds collectif d'environ 300 euros. Les discussions des groupes de réflexion lors de l'évaluation de l'impact ont montré que de nombreux membres perçoivent la logique de leur système de contribution, qui suit le principe « de tous selon leurs moyens », comme l'expression essentielle de leur solidarité mutuelle. Un membre s'est exprimé à ce sujet :

Si jamais vous voyez une calebasse qui n'a plus la contribution volontaire anonyme, sachez qu'elle ne peut plus être appelée calebasse de solidarité !

Madagascar: renforcement des communautés pour les familles extrêmement pauvres et vulnérables

Madagascar est le plus pauvre des trois pays si l'on considère le revenu par habitant. Les groupes de solidarité facilitent ici l'épargne et le renforcement de la communauté ainsi que l'action collective là où souvent aucune autre aide n'arrive. L'État de droit est faible, ce qui fait de l'insécurité physique une caractéristique de la vie quotidienne à Madagascar, en particulier pour les habitants des zones rurales, qui sont vulnérables au banditisme et aux violents vols de bétail. Les risques naturels, en particulier les sécheresses et les cyclones tropicaux, constituent également un problème majeur pour la population malgache.

De nombreux villages et hameaux dans lesquels le programme « Groupes de solidarité » travaille sont très éloignés. Beaucoup ne peuvent être atteints qu'à pied. Dans ces circonstances, lorsque l'État ne fournit aucune sécurité ou commodité, les groupes de solidarité jouent un rôle clé en unissant les communautés et en leur permettant de développer des solutions alternatives d'auto-assistance. Bien que les groupes eux-mêmes ne soient pas en mesure d'assurer la sécurité physique et l'État de droit, ils peuvent intégrer positivement les communautés de manière à réduire les sources de conflits sociaux. Dans l'évaluation de l'impact, les membres ont considéré le fait de discuter des problèmes ensemble au sein du groupe comme un impact clé. Dans certains endroits, les groupes de solidarité ont même été reconnus comme les représentants quasi-officiels de leurs villages :

Nous assurons l'accueil des étrangers et des visiteurs. À leur arrivée, ces personnes se rendent directement chez nous.

Les membres ont également mentionné de nombreux exemples de la manière dont leur groupe de solidarité a aidé les gens à se remettre en cas de coups durs, notamment à la suite des catastrophes naturelles récurrentes. Un membre a expliqué :

Après le cyclone de fin 2017, les dégâts subis par les habitations ont été réparés par tous les membres. Les membres ont collaboré et nous nous sommes rétablis plus facilement. La maison

d'un des membres a été détruite et chaque membre a contribué à la reconstruction ; certains ont aidé pour le toit, d'autres pour les murs (...)

À Madagascar, comme en Inde, les groupes collectent des montants d'épargne égaux auprès de leurs membres. Ils s'accordent sur le montant le plus bas que tous les membres peuvent se permettre. L'impact le plus important à Madagascar pour les membres est d'avoir un endroit sûr pour épargner. L'évaluation a montré que l'épargne au sein du groupe de solidarité est le principal moyen auquel recourent les membres pour économiser de l'argent, tandis que les non-membres sont plus susceptibles de n'avoir aucun endroit sûr pour épargner. Grâce au fonds d'épargne du groupe, les membres peuvent emprunter sans intérêt ou à un taux d'intérêt très faible lorsqu'ils en ont besoin et cela leur permet d'éviter les pertes.



Le partage du travail agricole permet aux membres de conserver une plus grande partie de la récolte de leurs petites parcelles de terre

Les groupes de solidarité à Madagascar aident également leurs membres à éviter les pertes en organisant l'aide mutuelle dans les champs. Les membres s'entraident dans le travail de terrain ce qui leur permet de gagner davantage en évitant de dépenser de l'argent en main-d'œuvre et de répartir le travail plus équitablement au sein de la communauté rurale. Les groupes aident également leurs membres à stocker leur récolte et à conserver leurs semences, afin d'éviter les ventes après récolte lorsque les prix des produits sont bas mais également les achats coûteux de semences pour la prochaine récolte.

4. Conclusions

Les approches des groupes de solidarité soutenus par Action de Carême en Inde, à Madagascar et au Sénégal sont diverses et chacune est adaptée à son propre contexte. Elles sont unies par leur objectif principal qui est de lutter contre l'exploitation et de réduire la vulnérabilité des personnes extrêmement pauvres et marginalisées. Les groupes de solidarité aident leurs membres à renforcer l'économie des ménages et à construire des communautés plus solidaires et plus résistantes. Ils utilisent l'épargne et le crédit comme point de départ d'un processus holistique d'autonomisation dirigé par la communauté, ne laissant personne pour compte.

Aucune intervention ne peut résoudre à elle seule l'extrême pauvreté et la marginalisation et ce que les communautés peuvent réaliser par l'auto-assistance n'est pas toujours suffisant pour lutter pleinement contre la pauvreté et la marginalisation. Cependant, les groupes de solidarité travaillent au renforcement des communautés afin que celles-ci soient à même de fournir à leurs membres un fondement de sécurité sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour poursuivre leurs propres efforts dans la lutte contre la pauvreté et la marginalisation. Plutôt que de transférer des ressources, les groupes de solidarité réparent le « seau qui fuit » afin que les membres puissent accumuler leurs propres ressources, de manière individuelle et collective. Ils favorisent ainsi l'autonomisation de leurs membres et participent à renforcer la cohésion sociale des communautés.

De plus amples informations concernant les approches des groupes d'Action de Carême en Inde, à Madagascar et au Sénégal ainsi que les évaluations peuvent être obtenues auprès de Benno Steffen (stef-fen@fastenopfer.ch).

À propos d'Action de Carême : Action de Carême est une ONG affiliée à l'église catholique basée en Suisse. Fondée en 1961, elle travaille dans 14 pays, en mettant l'accent sur l'autonomisation des personnes ainsi que sur le renforcement de la société civile et des mouvements sociaux. Action de Carême a commencé à travailler avec les approches des groupes de solidarité il y a plus de 20 ans. L'organisation soutient des groupes de solidarité en Inde, à Madagascar et au Sénégal en travaillant avec des organisations partenaires locales. Au total, 11 des 14 programmes nationaux d'Action de Carême comportent au moins un projet dont la composante est l'épargne collective mais les objectifs, les groupes cibles et les approches varient d'un pays à l'autre. Les groupes de solidarité constituent donc un sous-ensemble des régimes d'épargne collective qu'Action de Carême soutient.

À propos d'IDS : L'Institute of Development Studies (IDS - Institut des Études pour le Développement) est une organisation mondiale de recherche et d'apprentissage dont le siège est à Brighton, au Royaume-Uni. Fondé en 1966, l'Institut compte plus de 200 employés et 300 étudiants. L'IDS mène des recherches universitaires et appliquées sur le développement mondial, souvent en étroite collaboration avec la société civile locale, les gouvernements, les ONG internationales, les citoyens, les donateurs, les chercheurs et bien d'autres acteurs encore. En partenariat avec l'Université du Sussex, l'IDS est classé premier au monde pour les études sur le développement.

Autres ressources :

- Note de synthèse: Évaluation de l'impact des approches des groupes de solidarité d'Action de Carême à Madagascar et au Sénégal, Avril 2018 (7 pages)
- Rapport complet: Évaluation de l'impact des approches des groupes de solidarité d'Action de Carême à Madagascar et au Sénégal, Février 2018 (93 pages) – sur demande
- Concernant les notes de contribution comme approche d'évaluation de l'impact, voir: Ton, G., and others, (2019) «Contribution Analysis and Estimating the Size of Effects: Can We Reconcile the Possible with the Impossible?» *CDI Practice Paper 20*, January 2019, Institute of Development Studies, Brighton (11 pages)

© Photos Benno Steffen / IDS.

